

NE BOUDONS PAS NOTRE PLAISIR !

Des universitaires du CIRIEC et du réseau EMES, parlant au nom de 421 chercheurs et professeurs d'université de 29 pays européens, reçus par des parlementaires et des commissaires européens, des parlements nationaux planchant sur des projets de loi, des Prix Nobel battant l'estrade, des Etats généraux en préparation, une prolifération de chaires et autres masters, une profusion de colloques et de publications, des ralliements aussi subits qu'inattendus, des tentatives de récupération, les inévitables disputes franco-françaises sur les définitions et les frontières,... Jamais l'économie sociale n'avait été autant présente dans les débats et les initiatives nés de la crise.

Le CIRIEC-France et les quatorze autres sections nationales du CIRIEC y prennent leur part, dans leur rôle de recherche et d'information.

L'économie sociale sort enfin du ghetto « social » où l'avait enfermée la pensée unique. S'agit-il d'une conséquence de la crise ? Ou d'un effet de mode ? Ou encore de l'accomplissement des prêches depuis si longtemps clamés dans le désert ? Sans doute un peu de tout cela.

Comme d'habitude, les Cassandre ne sont pas avares de mises en garde contre les risques de déviance ou de récupération. Certes, la vigilance s'impose. C'est à quoi nous nous employons ici, mois après mois.

Mais, pour l'heure, ne boudons pas notre plaisir !



Marcel Caballero
Vice-président du CIRIEC-France

TRAVAUX DU CIRIEC

LA « SEMAINE » DU CIRIEC A PARIS

Tout au long de la semaine du 22 au 26 novembre, le CIRIEC-France, représenté par **Marcel Caballero**, a accueilli plusieurs réunions des instances scientifiques du CIRIEC-International : Conseil scientifique, Commissions économie publique et économie sociale, Board de la revue *Les Annales de l'Economie Publique Sociale et Coopérative*.

Le CIRIEC-France lui-même a réuni son groupe de recherche en économie publique, sous la direction de **Jacques Fournier** et **Philippe Bance**, et a organisé un dîner-débat, présidé par **Alain Arnaud** et animé par Mireille **Flam**, sur « Le financement des collectivités territoriales. Le désengagement de l'Etat et les partenariats publics-privés » avec la participation de **Marie-Pierre de la Gontrie**, Première vice-présidente du Conseil régional Ile de France, **Daniel Oriol**, Directeur général du Groupe Caisse d'Epargne, **Rainier d'Haussonville**, Directeur des affaires européennes de Véolia-Environnement et de **Jean-Michel Royo**, Directeur du Pôle public et institutionnel – Banque commerciale pour le marché des entreprises.

Enfin, la 4^{ème} Rencontre du cycle de formation CIRIEC-France / ESCEM a eu lieu sur le thème : « Les partenaires sociaux », avec la participation de **René Valladon**, Secrétaire confédéral FO, **Francis Kessler**, Maître de conférences à la Sorbonne, **Valérie de Launay**, DRH du Groupe Malakoff-Médéric et **Jean-Luc de Priester**, actuaire-conseil.



Dîner-débat
au Cercle Républicain



Conseil scientifique international



B. Thiry, Dr CIRIEC international
L. Bernier, Pt Conseil scientifique



G. Obermann, Pt. Com. scientifique
internationale Economie publique



R. Chaves, Pt Commission scientifique
internationale Economie sociale



Conseil international

3^{ème} CONFERENCE INTERNATIONALE DE RECHERCHE SUR L'ECONOMIE SOCIALE

La 3^{ème} conférence internationale de recherche sur l'économie sociale du CIRIEC se tiendra, du 6 au 8 avril 2011, à Valladolid (Espagne) sur le thème « **L'économie sociale, pilier d'un nouveau modèle de développement socio-économique durable** »

- L'économie sociale, un important acteur socioéconomique dans les pays du Nord et du Sud
- L'économie sociale, vecteur de changement social et économique
- Les alliés de l'économie sociale dans un nouveau modèle de développement économique durable
- Le rôle des Etats et des institutions internationales face à l'économie sociale

La conférence est organisée par le CIRIEC-Espagne et le CIRIEC-International, avec la collaboration du réseau ENUIES et de l'Université de Valladolid. Les langues de travail sont le français, l'anglais et l'espagnol.

>>> <http://www.seconferenceciriec.es>

RENCONTRES ESCEM-CIRIEC

« MANAGEMENT EN ECONOMIE SOCIALE : ses fondements, ses spécificités, ses nouveaux enjeux et ses évolutions »

Prochaines rencontres – Paris :

- >17 décembre 2010 : « Compétences – Métiers »
- >11 janvier 2011 : « La RSE entre entreprise capitaliste et entreprise de l'économie sociale »
- >25 janvier 2011 : « Lien social, relation entre individus »

Programme / Inscription : http://www.escem.fr/mail/100623_mailing_recherche/ mailing_recherche.html

Programme soutenu par la Délégation à l'économie sociale et la Fondation Crédit Coopératif

PUBLICATION DES TRAVAUX DU GROUPE DE RECHERCHE EN ECONOMIE SOCIALE DU CIRIEC-FRANCE

Le groupe de recherche en économie sociale du CIRIEC-France, animé par les professeurs [Danièle Demoustier](#) et [Nadine Richez-Battesti](#), a terminé son programme de recherche 2009-2010. Les travaux ont fait l'objet de deux publications :

« L'évaluation de l'économie sociale : une perspective critique et internationale »

Numéro spécial de la revue *Economie et Solidarités*, du CIRIEC-Canada, sous la direction de :

- [Marie J Bouchard](#), Professeure à l'Ecole des sciences de la gestion. Chaire de recherche du Canada en économie sociale. Centre de recherche sur les innovations sociales. Université du Québec à Montréal.
- [Nadine Richez-Battesti](#), Maître de conférences en économie. Faculté des sciences économiques et de gestion. Laboratoire d'économie et de sociologie du travail – CNRS. Université de la Méditerranée.

>>> revue.ciriec@uqo.ca

« Les organisations de l'Economie sociale et solidaire : gouvernance, régulation et territoire »

Numéro spécial de la revue *Géographie Economie Société*, édité par :

- [Danièle Demoustier](#), Professeure à l'ESEAC – IEP Grenoble.
- [Nadine Richez-Battesti](#).

>>> www.Lavoisier.fr

DES ACADEMIQUES DU CIRIEC AU PARLEMENT EUROPEEN

Grande première pour l'économie sociale, le 13 octobre 2010 des membres du Parlement européen et les commissaires en charge du marché intérieur, des services, de l'industrie et de l'entrepreneuriat recevaient des académiques du secteur. Les professeurs présents, issus du réseau EMES et du CIRIEC, se sont faits les ambassadeurs de leurs pairs européens. Ils ont insisté auprès des commissaires, [Michel Barnier](#) et [Antonio Tajani](#), sur le rôle central de l'économie sociale dans la construction du modèle social européen et sa capacité à proposer des solutions innovantes pour relever les grands enjeux sociétaux. En appui de leurs propos et des constats qu'ils posaient, ils ont présenté la lettre ouverte intitulée « Des paroles aux actes : les experts européens en soutien aux entreprises d'économie sociale ». Signée par 421 chercheurs et professeurs universitaires de 29 pays européens, elle s'adresse aux instances européennes pour les inciter à soutenir le développement de l'économie sociale au travers d'un cadre législatif et l'accès à des financements européens adaptés à ses spécificités. (Téléchargeable sur le site <http://www.emes.net>)

>>> <http://www.ciriec.ulg.ac.be>

REVUE DU CIRIEC-ESPAGNE

Le n° 68 de la revue *CIRIEC-ESPANA* est consacré aux institutions financières de l'économie sociale dans la crise financière. Cette monographie (254 pages téléchargeables en espagnol sur le site de la revue) est particulièrement opportune dans le contexte de la plus importante réorganisation du système bancaire réalisée en Espagne depuis longtemps, motivée et accélérée par la crise financière et économique mondiale.

Les divers processus de réorganisation financière, entrepris en 2009, sont sans précédent. C'est ainsi qu'au printemps 2010, 45 caisses d'épargne ont disparu au bénéfice de 19 caisses ou groupes de caisses.

>>> www.ciriec-revistaeconomia.es

SEMINAIRE LUSO-ESPAGNOL DE L'ECONOMIE SOCIALE

Organisé par la Coopérative Antonio Sergio pour l'Economie Sociale, un séminaire luso-espagnol de l'économie sociale s'est tenu à Lisbonne, le 26 novembre dernier, avec la participation d'une centaine de personnes représentant l'ES et le monde académique des deux pays et en présence du Secrétaire d'Etat de l'emploi portugais, [Valter Lemos](#), de [Juan José Barrera](#), Directeur général de l'économie sociale du gouvernement espagnol (photo), de [Juan Antonio Pedreno](#), Président de la Confédération espagnole de l'économie sociale, de [José Luis Monzon](#), Président du CIRIEC-Espagne et de nombreuses personnalités de l'ES portugaise.



Les travaux du séminaire ont porté sur les dernières évolutions législatives et réglementaires en Espagne (création du Conseil de développement de l'économie sociale et prochaine promulgation de la loi-cadre sur l'économie sociale), la création des comptes satellites de l'ES de la Commission européenne à partir des propositions du groupe d'experts du CIRIEC-International. [J.L. Monzon](#) a, à cette occasion, annoncé l'organisation d'un séminaire international de présentation des résultats des comptes satellites mis en place dans cinq États membres. (Madrid, 1^{er} semestre 2011)

En clôture du séminaire, une table ronde a réuni praticiens et chercheurs des deux pays autour du thème : « L'économie sociale, au Portugal et en Espagne, comme alternative à la sortie de la crise »

ACTUALITE

PREMIERES « ASSISES DES ENTREPRISES COOPERATIVES » Les entreprises coopératives, acteurs du développement économique



Le 25 octobre 2010, sous la présidence de [Jean-Claude Dettieux](#) (photo), le [Groupement National de la Coopération](#) (GNC) organisait, à Paris, les premières "Assises des entreprises coopératives", sur le thème : «Les entreprises coopératives, acteurs du développement économique » Une journée d'échanges et de débats entre acteurs et observateurs du mouvement coopératif autour des problématiques majeures du secteur : place et rôle des

entreprises coopératives dans l'économie française, grands enjeux statutaires et stratégiques à l'échelle nationale comme à l'échelle européenne, chantiers prioritaires de réflexion et d'action en cours et à venir. Les Assises ont également été l'occasion pour le GNC de se doter d'une nouvelle identité et de rendre publique sa Charte coopérative.

Nouvelle identité

Dans un souci de modernité et de cohérence avec les représentations coopératives internationales, le Groupement National de la Coopération change de nom pour devenir "**CoopFR, les entreprises coopératives**".

Une nouvelle identité visuelle et une nouvelle communication seront dévoilées courant 2011, en amont de l'Année internationale des coopératives annoncée en 2012. (Le GNC est membre de l'Alliance Coopérative Internationale et de Coopératives Europe).

Charte coopérative

Lors de ces premières Assises, le mouvement coopératif français a présenté sa Déclaration sur l'identité coopérative ainsi que sa Charte coopérative. « *Les coopératives constituent un modèle d'entreprise démocratique fondé sur des valeurs de responsabilité, de solidarité et de transparence. Ce sont des sociétés de personnes ayant pour finalité première de rendre des services individuels et collectifs à leurs membres. Des engagements réciproques et durables se nouent entre la coopérative et ses membres qui sont à la fois associés et clients, producteurs ou salariés.* »

Le secteur coopératif : un acteur majeur du paysage économique et social

Le mouvement coopératif français est l'un des plus importants du monde :- 21 000 entreprises dans tous les secteurs d'activité (agriculture, artisanat, banque, commerce, consommation, culture, éducation, industrie, logement, nouvelles technologies, recherche, services, transports...)- 1 million de salariés.- 23 millions de sociétaires (soit un Français sur trois).- 274 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2009.- un chiffre d'affaires cumulé équivalent à 14,4% du PIB (filiales incluses).- 75% des sièges sociaux en régions. Les 100 premières entreprises coopératives représentent à elles seules un chiffre d'affaires trois fois et demi supérieur à celui de l'industrie automobile et près de 3% de l'emploi salarié en France. Leurs marques et leurs enseignes sont connues et reconnues. Elles accompagnent les Français dans leur vie de tous les jours. Au-delà de leur poids avéré et de la place structurante qu'elles occupent dans l'économie française, les entreprises coopératives constituent également un modèle éprouvé en termes de stabilité économique et de dynamique sociale.

Garantie de stabilité économique

La solidité économique du secteur coopératif a été constatée à l'échelle internationale. "Les coopératives ont prouvé qu'elles pouvaient être concurrentielles et viables en créant et en préservant plus de 100 millions d'emplois dans le monde entier", rappelait le Bureau international du travail le 4 juillet 2009, à l'occasion de la Journée internationale des coopératives. Ainsi, les banques coopératives se sont sensiblement mieux sorties de la crise financière que les autres établissements financiers. La posture économique des entreprises coopératives (propriété collective, constitution de réserves pour l'avenir, autonomie, stratégie de long terme non spéculative) leur garantit une

capacité de résistance supérieure à la moyenne des entreprises.

Levier de dynamique sociale

Le modèle coopératif repose sur sept principes fondateurs, qui sont autant de réponses aux grandes interrogations sociales et sociétales du moment : démocratie, service, proximité, transparence, pérennité, responsabilité, solidarité. Structures essentiellement régionales, les coopératives ne sont ni délocalisables, ni "opéables". Elles interviennent comme des acteurs majeurs du développement des territoires et des leviers de dynamisation de l'emploi (10% de salariés en plus en quatre ans). Parce qu'il est l'incarnation d'un collectif autonome et responsable, parce qu'il participe activement à la cohésion sociale des territoires et du pays tout entier, parce qu'il est porteur de valeurs fondamentales dans sa gouvernance et son fonctionnement, le modèle coopératif s'inscrit de plain-pied dans une logique de modernité, en conciliant exigences éthiques et impératifs de performance.

Nécessité de reconnaissance

Au travers de tables rondes thématiques, de débats réunissant chefs d'entreprise, économistes, politiques et institutionnels français et européens, d'échanges avec le public et la presse, les Assises des entreprises coopératives ont permis de mettre en lumière le rôle du mouvement coopératif en termes de développement économique et de cohésion sociale. Elles ont également été l'occasion pour le Groupement National de la Coopération d'inscrire son action dans une stratégie de promotion du modèle coopératif auprès des pouvoirs publics, des prescripteurs de la création d'entreprise et des relais d'opinion.

« *Les coopératives sont des entreprises* », a rappelé **Jean-Claude Detilleux**, président du GNC. « *Nous demandons à exercer notre activité à égalité de concurrence avec les autres entreprises* ». Les chantiers sont multiples : faciliter la création d'entreprises coopératives dans tous les domaines d'activité, étendre le modèle coopératif à de nouveaux secteurs (services à la personne, coopératives d'habitants...), rendre plus accessible le statut de la société coopérative d'intérêt collectif, clarifier le statut des coopératives d'activités et d'emploi... Très actif au sein des travaux de la Mission parlementaire sur le développement de l'économie sociale, dite "Mission Vercamer", dont il a inspiré une grande partie des 50 propositions remises le 28 avril 2010 au secrétaire d'Etat à l'Emploi et au ministre de la Jeunesse et des Solidarités actives, le GNC a insisté sur son rôle d'interlocuteur central dans la reconnaissance en 2003 du statut de la coopérative européenne. A un peu plus d'un an de 2012, décrétée par l'ONU "année internationale des coopératives", il entend plus que jamais continuer de contribuer au progrès des coopératives.

PLACE DE L'ECONOMIE SOCIALE AU SEIN DU GOUVERNEMENT

Suite au remaniement ministériel du 14 novembre, les décrets d'attribution des ministres ont été publiés au Journal Officiel du 26 novembre 2010.

L'économie sociale, représentée au sein de la Direction Générale de la Cohésion Sociale par la Mission d'innovation sociale et d'économie sociale, est à présent sous la tutelle du ministre des solidarités et de la cohésion sociale. Celui-ci « participe, en lien avec les ministres intéressés, à l'action du Gouvernement en matière (...) d'insertion économique et sociale, d'innovation sociale et d'économie sociale. »

Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative a autorisé, dans la limite de ses attributions en matière de jeunesse, sur la direction générale de la cohésion sociale.

Coop^{FR} regrette que l'économie sociale ne soit plus rattachée au ministre de l'économie comme cela était le cas sous le précédent Gouvernement. Le double rattachement actuel ne reflète pas correctement la réalité économique et sociale des entreprises coopératives et de l'économie sociale. Il ne correspond pas non plus à l'intérêt pour l'économie sociale manifesté par le Gouvernement au cours de cette dernière année, notamment au travers de la mise en place de la Mission Vercamer, et moins encore aux recommandations émises dans ce rapport.

>>> contact@entreprises.coop

SSIG : « Sortir de l'approche financière et juridique imposée par l'UE »

L'Uniopss (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux) et le Labo de l'économie sociale et solidaire ont lancé une pétition pour une nouvelle approche de l'Union Européenne sur les services sociaux d'intérêt général (SSIG).

« Il faut dépasser le cadre très juridique, normatif et réducteur de la politique européenne, explique Carole Salères, conseillère au pôle Europe et vie associative de l'Uniopss. On doit faire comprendre aux instances de l'U.E. l'importance d'une politique communautaire dans l'objectif de développer les services sociaux d'intérêt général (SSIG) ». C'est dans cet objectif qu'a été lancée, en collaboration avec le Labo de l'économie sociale et solidaire, une pétition intitulée « Pour une nouvelle approche de l'Union européenne sur les SSIG », à l'occasion du 3e Forum sur les SSIG organisé à Bruxelles les 26 et 27 octobre.

Basée sur un manifeste rédigé par l'Uniopss et le Labo de l'ESS, les deux organisations rappellent que les SSIG « font partie intégrante du modèle social européen » et qu'ils ont « un rôle important d'innovation sociale et d'amortisseur de crise ». « Les SSIG sont indispensables pour répondre aux problèmes de cohésion sociale, économique et territoriale ou d'emploi dans l'U.E. », reprend Carole Salères. « Ce sont des questions fondamentales ! »

Parmi les principales préoccupations des initiateurs de la pétition : la crainte que la directive relative à la libéralisation des services dans le marché intérieur, la réglementation sur les aides d'Etat et les directives européennes sur les marchés publics « affectent directement la mise en oeuvre, la régulation et le financement des services sociaux d'intérêt général sans que ceux-ci fassent l'objet, pour le moment, d'une définition positive dans le droit européen ».

>>> <http://www.lalabo-ess.org>

NOUVEAU PRESIDENT DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL EUROPEEN : « L'ECONOMIE SOCIALE, NECESSAIRE CONTREPOIDS AU MODELE DE MARCHÉ PUR ET SIMPLE »

Nouveau président du Comité Economique et Social Européen, Staffan Nilsson a longtemps siégé au conseil d'administration de la Fédération des agriculteurs suédois et au conseil d'administration du Centre coopératif suédois, une organisation non gouvernementale qui lutte contre la pauvreté en aidant les gens à s'« auto-assister ». Dans son programme de travail, le nouveau président aborde l'économie sociale, « contrepoids au modèle de marché pur et simple, en termes de réalisation d'objectifs sociaux » en rappelant que « Dans une économie de marché aussi, il est important de tenir compte de la diversité des formes d'entreprises ». Et d'ajouter qu'au « sein de l'économie sociale, l'on trouve des formes qui, par bien des aspects, offrent des modèles économiques plus durables que les entreprises traditionnelles cotées en bourse, par exemple les coopératives, les mutuelles et les associations. » Selon Staffan Nilsson, on trouve également « un modèle d'entreprise éthique selon lequel l'entreprise est non seulement un moyen de favoriser la participation sociale mais offre également d'autres perspectives ». Il propose ainsi d'attirer l'attention sur les différentes formes d'entreprises de l'économie sociale ».

>>> (Programme de travail : http://www.eesc.europa.eu/resources/docs/cese_programme-nilsson_fr.pdf)

Rémi Laurent - écouter le bruit eurl - <http://blog.demain-ecosociale.org> - Contact et abonnement : veille@demain-ecosociale.org

POINTS DE VUE

LES PARTIS POLITIQUES S'INTERESSENT A L'ECONOMIE SOCIALE

• Le point de vue du Parti Socialiste...



« Depuis le début du mois de novembre s'est ouvert la troisième édition du Mois de l'Economie Sociale et Solidaire, plusieurs initiatives se sont mises en place dans ce secteur ces dernières

semaines, et le Gouvernement a procédé à diverses annonces. Le mouvement vient avant tout des acteurs eux-mêmes : le 11 octobre dernier, à l'initiative de Claude Alphandéry et du « Labo de l'ESS », s'est tenue la réunion de lancement des Etats Généraux de l'ESS, une démarche « bottom up » (de bas en haut) ouverte à l'ensemble des acteurs, visant à promouvoir, dans la perspective des échéances électorales de 2012, une grande campagne citoyenne autour de cette Autre Economie. Dans le même temps, le MOUVES, Mouvement des Entrepreneurs Sociaux, tenait son congrès fondateur, venant interpellier les cadres traditionnels de l'ESS, autour de questions restant à débattre.

En parallèle, le Gouvernement a décidé la création d'un Conseil Supérieur de l'Economie Sociale et Solidaire, instance de consultation qui se substitue au Comité consultatif, qui n'avait pas été réuni depuis la fin du Gouvernement Jospin en 2002. De plus, il a été annoncé par le biais de l'ancien Ministre de la Jeunesse et des Solidarités Actives, Marc-Philippe Daubresse, quelques semaines avant son départ, un plan de soutien en faveur de l'ESS. Ce plan reprend notamment quelques-unes des propositions contenues dans le rapport du député Francis Vercamer (Nouveau Centre), rendu en avril dernier, et dont on reparle ci-dessous.

A ce stade, on ne peut qu'une nouvelle fois constater les contradictions de la politique du Gouvernement, dans un contexte où, à l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne savons toujours pas quel Ministère aura la charge de l'ESS suite au remaniement... La première contradiction d'ordre symbolique et institutionnelle, est apparue au moment de la suppression de la Délégation Interministérielle à l'Innovation Sociale, à l'Expérimentation Sociale et à l'Economie Sociale, créée en 1981 sous l'impulsion du Gouvernement de Pierre MAUROY. Une faute politique que le Gouvernement a essayé de compenser par le lancement d'une mission parlementaire confiée à Francis VERCAMER, dont le mérite essentiel est d'avoir associé les acteurs de l'ESS à son élaboration, mais sans prévoir des soutiens financiers à la hauteur de l'ensemble des enjeux soulevés, et sans prendre position vis-à-vis de la représentativité des employeurs de l'économie sociale,

reconnue de fait par les dernières élections prudhommales, pour ne pas froisser le partenaire politique que constitue le MEDEF pour le gouvernement.

La seconde contradiction plus fondamentale concerne la politique menée notamment au travers des contre-réformes rendant chaque jour un peu plus difficiles le quotidien des acteurs de l'ESS : taxe sur les mutuelles complémentaires, qui aura des répercussions sur leurs activités et sur l'accès aux soins, conséquences de la réforme des collectivités territoriales sur les associations (fin de la clause générale de compétences et des financements croisés), baisse des crédits attribués aux associations et entreprises d'insertion par l'activité économique, pressions permanentes pour l'alignement avec le tout-lucratif et les entreprises capitalistiques, entraînant une banalisation progressive des entreprises de l'ESS, malgré les promesses de dispositifs de soutien...

Dans ce contexte, une autre politique pour l'ESS est nécessaire. Mais au moment où se déroulent des débats au sein du secteur, il apparaît essentiel de bien préciser de quoi l'on parle. Il faut ainsi distinguer ce qui relève de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat social. Si une partie de l'entrepreneuriat social a vocation à intégrer l'économie sociale, et si les diverses entreprises sociales doivent être encouragées, entrepreneuriat social et ES correspondent à des réalités distinctes en termes de démarches et de modalités de fonctionnement. De plus, certaines entreprises « commerciales » peuvent essayer d'instrumentaliser un label « social » et n'y voir en réalité que des parts de marché supplémentaires à conquérir et se satisfaire d'un désengagement de l'État sur un certain nombre de secteurs pour lesquels nous pensons, en tant que socialistes, que le maintien et le renforcement de la puissance publique est au contraire nécessaire... Ensuite, tout n'est pas à mettre au même niveau dans les dynamiques en cours dans le monde économique : si la RSE (responsabilité sociale des entreprises) est une démarche à encourager, elle diffère nettement du projet d'entreprises qui ont choisi de se construire sur l'émancipation des personnes et le refus du primat du lucratif, se dotant pour cela de modalités de fonctionnement bien spécifiques, devant être soutenues en tant que telles.

C'est donc bien la vision d'une Autre Economie que nous voulons encourager, à partir d'une véritable politique publique transversale. Au-delà du rôle essentiel et indispensable de la puissance publique, il s'agira d'encourager et soutenir, dans l'économie privée, ceux

qui font le choix d'un autre projet pour leurs entreprises, Basé sur la démocratie, l'utilité sociale du projet, la non lucrativité (les richesses produites – au sens large du terme- sont réinvesties avant tout dans ce projet), la primauté de la propriété collective, l'activité économique conçue comme espace d'émancipation, tant pour les producteurs que pour les consommateurs-citoyens.

En appui à ce que les acteurs de l'ESS initient aujourd'hui, notamment au sein des collectivités territoriales, et en co-construction permanente avec eux,

>>> ess@partisocialiste.fr

des propositions sont développées en ce sens. Depuis 2008, le Parti Socialiste a engagé un processus de réflexion organisé autour de conventions nationales préfigurant son projet pour les prochaines échéances nationales. La convention sur le nouveau modèle de développement de mai 2010 s'est prononcée en faveur d'un soutien à l'ESS. La prochaine convention « Egalité Réelle », prévue en décembre 2010, sera une nouvelle opportunité pour émettre des propositions pour le développement du secteur, notamment au travers de la contribution au débat du Secrétariat National ESS. »

• [... et d'Arnaud Montebourg](#)

Dans le discours qu'il a prononcé pour annoncer sa candidature aux primaires organisées par le Parti Socialiste pour la Présidence de la République, [Arnaud Montebourg](#) a introduit le concept de « Capitalisme coopératif » qui n'est pas sans rappeler le titre de l'ouvrage publié par Georges Lewi, Pascal Ferri « Les défis du capitalisme coopératif », en collaboration avec Coop de France. « [Le capitalisme coopératif] est le moyen d'insérer de la démocratie dans l'économie, de faire renaître la société souvent étouffée par un marché brutal ou un Etat procédurier. Le capitalisme coopératif, c'est l'exact opposé de notre modèle dans lequel les

travailleurs sont maltraités et les consommateurs réduits à la passivité. (...) C'est l'économie au service de l'intérêt général et de l'utilité sociale.

En somme, c'est un secteur économique qui œuvre sur le marché, mais selon ses propres valeurs, qui réconcilie l'économie avec les territoires et agit donc en faveur de la relocalisation. Mais c'est surtout un modèle de justice économique puisque...»

Parmi les 100 propositions que formule A. Montebourg, 7 propositions majeures concernent le secteur coopératif.

>>> www.desideesetdesreves.fr/am_theme/9

• [Le point de vue du Parti des Radicaux de Gauche](#)

(Publié et commenté par *La Lettre de l'Economie Sociale*)



L'ancien gouvernement avait annoncé **un plan en faveur de l'Economie sociale et solidaire**, quelques mois donc après la suppression, choquante, de la Délégation Interministérielle chargée de l'ESS. « Ce « petit plan » commence d'abord par mal mesurer le poids de l'Economie sociale qui dépasse largement les 10% du PIB et

n'est donc pas de seulement 7 à 8%. C'est une erreur très regrettable ! » commente le Parti des Radicaux de Gauche. « *Le projet de mettre – enfin – en route le Conseil Supérieur de l'ESS est plus constructif. Le mélange des genres fait entre Economie sociale et entreprises sociales à forme traditionnelle n'est pas sans*

laisser deviner une volonté de banaliser l'ESS . Les tests d'ancrage de l'ESS dans seulement 3 régions paraissent insuffisants tant en nombre que dans leur conception ; le budget annoncé : 600 000 euros est d'ailleurs dérisoire. L'axe « innovation sociale » semble totalement dépourvu de moyens et mal orienté. La confirmation que seulement 100 millions d'euros du Grand Emprunt seront consacrés à l'Economie sociale est peut-être mieux que rien mais démontre surtout que la vraie dimension de l'Economie sociale, porteuse d'un nouveau modèle de développement, n'a pas été prise en compte ». Mais aujourd'hui la question que l'on peut se poser est de savoir s'il y aura changement de cap... et dans quel sens !

A LIRE / A VOIR

« REAPPRENDRE A COOPERER »

Hervé Gouil (Editions Yves Michel)

Cet abécédaire, synthèse de quinze années de travail sur la coopération, nous éclaire sur ses différentes dimensions économiques, sociales, psychologiques et philosophiques. Les personnes engagées en faveur d'échanges plus respectueux, comme celles qui cherchent d'autres voies pour un management de projets plus constructif et une gestion véritablement humaine des ressources, y trouveront quelques pistes majeures de travail.

>>> www.souffledor.fr/boutique/produits_reapprendre-a-cooperer_3288.html

« DEVELOPPER L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE »

Dans le cadre du Mois de l'économie sociale et solidaire, le magazine *Alternatives Economiques* édite un nouveau hors-série, en partenariat avec le Labo ESS : « Développer l'économie sociale et solidaire ».

>>> www.alternatives-economiques.fr

APRES LE LIVRE, LE FILM

« SOLUTIONS LOCALES POUR UN DESORDRE GLOBAL »

« Les films d'alertes et catastrophistes ont été tournés, ils ont leur utilité, mais maintenant il faut montrer qu'il existe des solutions, faire entendre les réflexions des paysans, des philosophes et économistes qui, tout en expliquant pourquoi notre modèle de société s'est embourbé dans la crise économique, financière et politique que nous connaissons, inventent et expérimentent des alternatives. »

Caméra au poing, [Coline Serreau](#) a parcouru le monde pendant près de trois ans, à la rencontre de femmes et d'hommes de terrain qui expérimentent un peu partout, avec succès, de nouveaux systèmes de production agricole, réparent les dégâts environnementaux, et proposent une vie et une santé améliorées en garantissant une sécurité alimentaire pour tous.

En compléments du film, 60 min. d'entretiens avec [Muhammad Yunus](#), [Patrick Viveret](#), [Lydia](#) et [Claude Bourguignon](#), [Dominique Guillet](#), [Jean-Claude Michéa](#) et [Francisco Whitaker](#).

>>> www.editionsmontparnasse.fr - www.solutionslocales-lefilm.com

PANORAMA DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN FRANCE ET DANS LES REGIONS

Réalisée par l'[Observatoire National de l'Economie Sociale et Solidaire](#), la nouvelle édition du « Panorama de l'économie sociale et solidaire en France et dans les régions » apporte un éclairage synthétique sur les spécificités et les évolutions d'un ensemble socio-économique qui représente près de 10 % de l'emploi en France.

Constituée des associations, coopératives, mutuelles et fondations, l'économie sociale et solidaire rassemble les structures qui se définissent, par leur statut, comme des groupements de personnes et non de capitaux. Bien implantées en région, elles participent activement au développement des territoires. De l'action sociale aux activités financières et d'assurance, celles-ci exercent le plus souvent dans le secteur tertiaire.

Chaque année, un emploi sur cinq est créé par les entreprises de l'économie sociale et solidaire. La croissance moyenne de l'emploi dans l'économie sociale et solidaire suit une progression sensiblement supérieure à celle des autres entreprises privées et des organisations publiques. Les équipes salariées, et l'encadrement en particulier, sont

composées en majorité de femmes. Moteur de l'emploi, les organisations de l'économie sociale et solidaire devront anticiper le renouvellement de leurs équipes afin de faire face aux départs massifs à la retraite dans les années à venir.

Cette nouvelle édition du Panorama présente également les données de cadrage sur l'économie sociale et solidaire.

Les chiffres clés :

- 9,9 % de l'emploi français
- 2,3 millions de personnes salariées
- 53,1 milliards d'euros de rémunérations brutes
- 215 000 établissements employeurs
- Plus de 100 000 emplois créés chaque année

>>> [Télécharger le panorama ESS 2010](#)

« Démocratiser l'économie. Le marché à l'épreuve des citoyens »

Hugues Sibille et Tarik Ghezali aux éditions Grasset - Collection Mondes Vécus

On ne pourra sortir de la crise sans sortir aussi du duel tumultueux entre l'Etat et le capital. Un nouvel acteur doit s'imposer dans le jeu : le citoyen. Cette révolution citoyenne est déjà en marche : sociétés de personnes, entreprises sociales, entreprises responsables construisent jour après jour une économie plus humaine. Comment ? En associant les personnes aux décisions qui les concernent. En ramenant les exclus dans le jeu économique. En limitant la lucrativité et en réinvestissant les excédents dans l'entreprise. En rendant compte de leurs pratiques sociales et écologiques. Bref, en démocratisant l'économie. Il faut désormais changer d'échelle.

La démocratie va de soi en politique : on se plaint qu'il n'y en ait pas assez, jamais qu'il y en ait trop. Pourquoi alors l'économie, faite aussi de relations d'hommes et de pouvoir, échapperait-elle à cette exigence démocratique ? Ce livre explore les voies pour y parvenir.

>>> www.democratiserleconomie.org

« RECONCILIER DEMOCRATIE ET ECONOMIE : LA DIMENSION POLITIQUE DE L'ENTREPRENEUR EN ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE »

Sous la direction d'Eric Dacheux et Daniel Goujon

Il n'y a pas une seule manière d'entreprendre, de produire ou de gérer. En économie sociale et solidaire, entreprendre, est une forme d'action politique. Il s'agit, de transformer le monde, non par la révolution violente, mais par l'action économique ici et maintenant : produire autrement, en luttant contre les inégalités, tout en s'inscrivant dans une démarche de respect de l'environnement. Ces initiatives, qui prennent des formes aussi différentes que les mutuelles de santé, les régies de quartier, les systèmes d'échanges locaux..., reposent toutes sur une ambition politique forte et militante : démocratiser l'économie.

Mais ce militantisme particulier n'est pas sans contradictions, sans hésitations, sans impasses. Comment les penser ? Les mettre à jour ? Les éviter ? Comment, favoriser les initiatives solidaires qui, dans les décombres de l'économie d'aujourd'hui, cherchent à faire advenir la société durable de demain ? Tel est l'objet de cet ouvrage collectif.

>>> contact@arcadia-editions.com

Dernier volume de la réédition des œuvres de Charles Gide

Le onzième et dernier volume de la réédition de l'œuvre de Charles Gide vient de paraître, aux Editions L'Harmatan, sous le titre *Solidarité*. Préparé et présenté par [Patrice Devillers](#), professeur certifié de sciences économiques et sociales (CLERSÉ – UMR 80169 CNRS/Université de Lille I), il vient clore la collection.

Ce volume traite de la grande idée qui sous-tend toute la pensée sociale et politique de Charles Gide : la solidarité. Il complète les volumes IV et VII de la présente collection, consacrés à *Coopération et économie sociale*.

>>> charlesgide@ceges.org

AGENDA



QUELLES RELATIONS ENTRE UNE ORGANISATION SYNDICALE ET L'ECONOMIE SOCIALE ? INDEPENDANCE OU INDIFFERENCE ?

Paris, 13 janvier 2011

COLLOQUE ORGANISE PAR LA CONFEDERATION FO

Avec la participation (par ordre d'intervention) de Jean-Claude Mailly, Jean-Michel Reynaud, J.P. Poulnot, Patrice Sifflet, Patrick Lenancker, Brigitte Lesot, Valérie Gervais, Jean-Marc Roirant, Gérard Andreck, Annie Quillon, Jacky Lesueur, J.L. de Boissieu, Jean-Marie Delaunay, Florence Guieu, Alain Arnaud, Jacques Landriot et René Valladon

(Animateur : Christophe Vanackere, journaliste)

>>> Informations – inscriptions : rene.valladon@force-ouvriere.fr

>>> Colloque « [Economie sociale, entrepreneuriat social, RSE : vrais ou faux amis ?](#) » Namur, 15 décembre 2010. saw-be.be

>>> Séminaire « [Europe et services publics locaux et régionaux : où en est-on ?](#) » organisé par l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe. Paris, 17 décembre 2010. sabine.martorell@afccre.org

>>> « [Forum Social Mondial](#) ». Saint-Louis du Sénégal, 6 au 11 février 2011, précédé d'un pré-forum, du 1^{er} au 5 février 2011. <http://fsm2011.org/>

>>> Conseil d'Administration du CIRIEC-France. Paris, 15 décembre 2010. info@ciriec-France.org

>>> Colloque de clôture du Mois de l'économie sociale et solidaire : « [L'enseignement de l'ESS : un enjeu d'aujourd'hui, une nécessité pour demain.](#) » Organisé par la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire de la région PACA. Aix-en-Provence, 15 décembre 2010. cress@cresspaca.org .

>>> Rencontre « [La RSE, entre entreprise capitaliste et entreprise de l'économie sociale](#) » organisée par l'ESCEM et le CIRIEC-France. Paris, 11 janvier 2011. cesm@escem.fr

>>> Séminaire « [L'économie sociale et solidaire au cœur des politiques territoriales](#) ». Organisé par RTES (Réseau des territoires pour l'économie solidaire) et ARF (Association des régions de France). Saint Etienne, 18 janvier 2011. animation@rtes.fr et www.rtes.fr

>>> Groupe de recherche en économie publique du CIRIEC-France. Paris, 3 février 2010. philippe.bance@univ-rouen.fr

>>> 3^{ème} Conférence internationale de recherche sur l'économie sociale « [L'économie sociale, pilier d'un nouveau modèle de développement socio-économique durable](#) ». Organisée par le CIRIEC-Espagne et le CIRIEC-International. Valladolid (Espagne), 6 au 8 avril 2011. <http://seconferenceciriec.es>

ADHESION AU CIRIEC-FRANCE

Le CIRIEC est une organisation internationale non gouvernementale, créée il y a un siècle par un Français, le professeur Edgard Milhaud. Son objet est la recherche et l'information sur l'économie d'intérêt général : économie sociale, économie publique et économie paritaire.

Ses travaux se réalisent au travers de réseaux nationaux et internationaux de chercheurs, de publications, de colloques, de congrès mondiaux, ... Ils contribuent à l'illustration, mais aussi à la promotion des entreprises et organisations qui partagent des valeurs de service de l'intérêt général, de non lucrativité et de démocratie économique. Le CIRIEC est établi dans quinze pays. La section française est une association constituée d'adhérents, personnes physiques et morales. Parmi ces dernières : entreprises publiques, organisations et entreprises de l'économie sociale, organismes à gestion paritaire et syndicats.

Informations-adhésions : info@ciriec-france.org

Si vous souhaitez contribuer à alimenter les *Brèves* : marcel.caballero@club-internet.fr

**CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE ET D'INFORMATION
SUR L'ECONOMIE PUBLIQUE, SOCIALE ET COOPERATIVE**

CIRIEC-France

7 passage Tenaille – F – 75014 Paris
Téléphone : 33 (0) 1 40 52 85 49 - Courriel : info@ciriec-france.org
www.ciriec-france.org

